



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES SABLIERES DU SANTERRE

zone industrielle
Rue du Manoir
76340 Blangy-Sur-Bresle

Références : 2025-E20070
Code AIOT : 0005107491

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement LES SABLIERES DU SANTERRE implanté Lieu dit la sablière du chemin de Saint-Christ Parcelle cadastrée ZM 04 80320 Licourt. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES SABLIERES DU SANTERRE
- Lieu dit la sablière du chemin de Saint-Christ Parcelle cadastrée ZM 04 80320 Licourt
- Code AIOT : 0005107491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LES SABLIERES du SANTERRE exploite une carrière de sable à ciel ouvert sur la commune de Licourt autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 14 avril 2015. Ces installations classées pour la protection de l'environnement sont réglementées également par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 8.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 2.1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 1.5.4	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 2.1.4	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 7.4.6	Sans objet
6	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 1.4	Sans objet
7	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre dans un délai de 3 mois à réception du présent rapport de visite d'inspection, les actions correctives et les justificatifs pour les points de contrôle n° 2 et n° 4. Le cas échéant, si l'exploitant ne répond pas aux éléments mentionnés au-dessus, l'inspection des installations classées pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur le préfet de la Somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 1.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée :
Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois avant la date

<p>d'échéance de l'acte de cautionnement.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté et fourni un acte de cautionnement d'un montant de 66 895,14 euros en date du 17 janvier 2023 couvrant la période du 14 avril 2023 au 13 avril 2028 à 18h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance des émissions et de leurs effets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 8.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.7 puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté (annexe 5), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de mesures des émissions sonores depuis plus de 5 ans. L'exploitant précise que les dernières extractions dans la carrière ont été réalisées en novembre 2022. L'exploitant indique qu'il prévoit d'extraire au printemps et à l'été 2025. L'inspection des installations classées a évoqué à l'exploitant que sans extraction au-delà de novembre 2025, l'arrêté préfectoral d'autorisation pour la rubrique n° 2510-1 devient caduque.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande pour réaliser la mesure des émissions sonores de ses installations.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs de la réalisation de la mesure de ses émissions sonores conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation. Celle-ci sera réalisée lors des prochaines extractions programmées au printemps et à l'été 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Aménagements préliminaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 2.1.4</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit</p>
<p>Constats :</p> <p>Les zones vues (entrée et Nord) sont ceintes par une clôture. La zone d'extraction est entourée par un merlon.</p> <p>Il a été constaté des panneaux sur la clôture mentionnant l'interdiction aux tiers de rentrer sur le site d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 2.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voirie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.</p> <p>Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boues ou de matériaux sur la voirie publique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant évoque la mise en place par une équipe mobile de panneaux.</p> <p>Il n'a pas été constaté la présence des panneaux compte tenu de l'inactivité d'extraction sur le site. Il n'y a pas de procédure précisant la mise en place de panneaux sur le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier qu'il respecte la prescription.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier qu'il respecte la prescription en apportant des justificatifs photographiques de la signalisation mise en place avant la reprise des activités d'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 7.4.6
Thème(s) : Risques accidentels, Kit de première intervention
Prescription contrôlée : Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terre souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.
Constats : Il a été constaté dans un cabanon de chantier la mise à disposition d'un kit de première intervention. Une procédure explicitant l'utilisation du kit de première intervention est affichée dans ce même cabanon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Prescription contrôlée : [...] Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Il a été constaté que l'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/04/2015, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Aire étanche

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels.[...]

Constats :

L'exploitant précise que lors des dernières extractions de la carrière à savoir en octobre 2022, les engins de chantier sont ravitaillés en dehors du site et qu'ils sont stationnés en dehors du périmètre installations classées pour la protection de l'environnement au sein d'une ferme voisine.

Type de suites proposées : Sans suite